



Conseil économique et social

Distr. générale
26 novembre 2010
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-cinquième session

22 février-4 mars 2011

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire*

**Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
et de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée
générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité
entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle » :
réalisation des objectifs stratégiques, mesures à prendre
dans les domaines critiques et nouvelles mesures et initiatives**

Déclaration soumise par Human Rights Advocates, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, qui est distribuée conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/CN.6/2011/1.



Déclaration

L'éducation et l'emploi comme moyens pour prévenir la traite des êtres humains

1. Human Rights Advocates est une organisation à but non lucratif dévouée à la promotion et à la protection des droits de l'homme internationaux aux États-Unis d'Amérique et à l'étranger. Bien qu'il y ait beaucoup de méthodes pour réduire le phénomène du travail forcé, la présente déclaration met l'accent sur l'accès des filles à l'éducation et des femmes à l'emploi rémunéré comme moyens pour prévenir la vulnérabilité à la traite des êtres humains.

2. La traite des êtres humains intervenant dans le secteur privé, il est difficile d'obtenir des statistiques fiables quant au nombre de ses victimes. Selon le *United States Department of State Trafficking in Persons Report* (2008 et 2010), les estimations mondiales sont d'environ 800 000 personnes qui sont victimes du trafic humain par an et de 12,3 millions de personnes qui sont soumises, à un moment donné, à une forme d'esclavage. Les femmes représentent au moins 56 % des victimes de la traite dans le monde entier et une majorité écrasante des victimes du trafic du sexe et des travailleurs domestiques.

3. S'il est vrai que la pauvreté est une cause fondamentale de la traite des êtres humains, c'est le manque de possibilités d'emploi au foyer combiné à un désir de trouver des possibilités d'emploi potentielles dans d'autres pays qui contribue à créer la vulnérabilité au trafic humain. Même lorsque le risque de trafic humain est connu, le désespoir économique pousse les gens à prendre des risques qui compromettent leur sécurité personnelle. Le trafic du sexe et le trafic des travailleurs domestiques sont causés en particulier par la disparité entre les sexes et le manque d'éducation, mais avant tout par un manque d'emplois viables.

4. D'autres questions de droits de l'homme exacerbent la traite des êtres humains. La situation d'apatride accroît la vulnérabilité des victimes car le manque de papiers d'identité et de documents d'immigration les dissuade de faire appel aux ressources publiques. Les conflits armés et les catastrophes naturelles augmentent aussi la vulnérabilité au trafic car ils forcent les gens à s'enfuir de leurs maisons et de leurs communautés. Ce déplacement sépare les gens, entre autres, de leurs sources de revenu, de leurs réseaux sociaux traditionnels et des services linguistiques et sanitaires. Le manque de ces services cruciaux augmente la probabilité que les personnes vulnérables choisiront l'emploi et la migration qui comportent des risques plus grands parce qu'ils sont accompagnés de conditions de travail inconnues. L'invalidité physique et mentale augmente aussi la vulnérabilité à la traite. Dans les communautés où la plupart des résidents subsistent à peine, les personnes handicapées sont encore plus marginalisées car le « fait qu'elles sont différentes » les empêche de bénéficier des possibilités d'éducation et d'emploi qui peuvent exister. Cette marginalisation rend les individus devenus infirmes particulièrement attrayants pour les trafiquants, qui peuvent voir en eux des éléments plus faciles à contrôler.

5. La traite des êtres humains et le travail forcé existent dans presque tous les pays : depuis les États-Unis d'Amérique où on estime que 20 000 à 50 000 personnes sont victimes du trafic humain, jusqu'aux puissances économiques montantes comme le Brésil où il existe un énorme problème de trafic sexuel d'enfants (entre 250 000 et 400 000 enfants par an), et à la Fédération de Russie où

on estime que 35 000 à 60 000 femmes sont victimes du trafic chaque année. La traite des êtres humains étant un crime « caché », et étant donné qu'il n'existe pas encore de système normalisé de notification en la matière, on peut affirmer, sans crainte de se tromper, que ces statistiques sont des estimations conservatrices.

L'accès à l'éducation et à l'emploi

6. Dans beaucoup de régions du monde, la volonté d'instruire les filles fait clairement défaut. Dans les sociétés agricoles surtout, les parents accordent la priorité aux rôles de genre traditionnels dans lesquels les filles se passent de l'éducation pour rester à la maison, aider à s'occuper de leurs frères et sœurs et exécuter des tâches domestiques tandis que l'on envoie les fils à l'école. Ce cycle perpétue des stéréotypes sexistes qui contribuent au fait que les filles et les femmes sont appréciées essentiellement comme employées domestiques et travailleuses du sexe.

7. L'amélioration de l'accès à l'éducation, à elle seule, ne remédiera que partiellement à la situation du trafic humain. En effet, les femmes, même bien éduquées, de la classe moyenne des anciens pays du bloc soviétiques sont vulnérables au trafic sexuel. La chute du communisme a eu un effet exponentiellement négatif sur les femmes par suite du fort contrecoup conservateur qui a accompagné la privatisation de l'économie¹. La nouvelle économie de marché privée a conservé les industries dominées par les hommes et a donné de meilleures chances aux hommes, menant à un taux de chômage de jusqu'à 80 % cent pour les femmes et à une diminution de 40 % de leurs salaires par rapport à celui des hommes². Il est urgent que les programmes de prévention de la traite des êtres humains répondent aux besoins des femmes d'obtenir un emploi rémunéré avec un salaire équitable et adéquat.

8. Soixante pour cent des enfants d'âge scolaire qui ne fréquentent pas l'école sont des filles. Ce manque d'accès à l'éducation prive les filles de gains tout à fait réels qui diminueraient leur vulnérabilité, amélioreraient leur santé et leur fécondité, renforceraient leur statut communautaire et leur permettraient de connaître de nouveaux progrès dans les générations futures.

9. L'accès à un emploi rémunéré donne aux femmes la possibilité non seulement de promouvoir leur situation financière et leur indépendance, mais aussi d'améliorer leur état de santé, leur statut communautaire et les possibilités d'éducation de leurs enfants.

Prévention

10. La plupart des cadres juridiques concernant la législation relative à la traite des êtres humains, aux niveaux tant national qu'international, font intervenir les « trois P » : la poursuite des trafiquants, la protection des victimes du trafic et une stratégie de prévention. S'il est vrai qu'il y a eu un renforcement marqué de la législation contre la traite dans le monde entier et une reconnaissance croissante du besoin de services complets pour les victimes, les stratégies de prévention restent fortement axées sur les campagnes de sensibilisation. Bien que l'acquisition d'une éducation et d'un emploi rémunéré soit aujourd'hui considérée comme un ingrédient nécessaire à

¹ Kathryn Farr, *Sex Trafficking: The Global Market in Women and Children* (New York, Worth Publishers, 2005).

² Ibid.

la prévention, il n'y a eu jusqu'ici aucun effort réel d'accorder la priorité à l'éducation et à l'emploi comme principaux moyens d'éliminer la cause fondamentale de la traite des êtres humains³.

11. Si beaucoup d'instruments juridiques concernant le trafic humain contiennent des dispositions spécifiques pour la prévention, le texte de ces dispositions ne requiert pas clairement l'action de l'État, à la différence des dispositions protectives et préventives qui exigent que l'État prenne des mesures positives. L'ambiguïté des règles en matière de prévention diminue la motivation des États d'exécuter une programmation efficace car ces règles font souvent intervenir des dépenses connexes plus grandes et aboutissent à des résultats qui ont moins d'impact que l'incarcération des trafiquants ou la réinsertion des survivants du trafic.

12. Le renforcement des programmes de prévention du trafic humain basé sur le droit à l'éducation et à un emploi rémunéré ne se limite pas à diminuer la vulnérabilité des filles et des femmes aux trafiquants, mais se combine de façon positive avec d'autres buts d'équité entre les sexes, y compris l'accroissement de l'indépendance, la diminution de la violence sexiste et la réduction de la discrimination sexiste et contribue à de plus vastes objectifs tels que l'amélioration de l'accès à la santé, le renforcement de la paix et le développement économique.

13. En tant que méthodes de prévention, l'éducation et l'emploi rémunéré élèvent les niveaux de vie, contribuant ainsi à tenir les femmes et des filles hors de la portée des trafiquants. Quand les filles ont accès à l'éducation, elles sont physiquement protégées dans les salles de classe et acquièrent une plus grande assurance psychologique grâce à leurs réalisations intellectuelles. L'amélioration des compétences et la formation professionnelle donnent aux femmes les outils qui leur permettent d'affirmer leur autorité et leur indépendance. Pourtant, ces accomplissements importants signifieront très peu si elles ne peuvent trouver du travail ou des possibilités d'emploi.

14. Les stratégies axées sur les victimes potentielles assument une approche holistique à la prévention de la traite des êtres humains en affrontant les questions de l'éducation, de la protection infantile, de la formation, de la création d'emplois et du renforcement des capacités communautaires. En s'attaquant aux diverses causes profondes de la pauvreté, les programmes efficaces de prévention créent un environnement qui peut promouvoir un changement culturel dans l'évaluation de la vie des filles et des femmes. De plus, la programmation de la prévention qui fait appel à des mécènes et des dirigeants travaillant directement avec les groupes vulnérables aide à fournir des exemples positifs qui combattent les stéréotypes sexistes.

15. Eu égard à de qui précède, Human Rights Advocates prie la Commission de la condition de la femme d'envisager d'inclure dans ses conclusions concertées pour sa cinquante-cinquième session, les recommandations ci-après :

a) Les États Membres devraient faire de la prévention de la traite des êtres humains une priorité, parallèlement avec la poursuite en justice des délinquants et la protection des victimes, en adoptant des mesures concrètes par le biais de textes positifs dans leur législation nationales et dans les instruments internationaux;

³ Jonathan Todres, « The importance of realizing 'other rights' to prevent sex trafficking », *Cardozo Journal of Law and Gender*, vol. 12 (2006).

b) La Commission devrait créer et promouvoir, dans le monde entier, des meilleures pratiques pour les programmes actuels d'éducation et d'emploi qui sont conçus pour améliorer la prévention et prévenir la vulnérabilité au trafic. Bien que chaque région puisse établir des programmes locaux spécifiques adaptés aux divers groupes culturels, un recueil de politiques devrait être élaboré en consultation avec des organisations internationales comme l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, qui travaille actuellement sur le terrain pour la prévention de la traite des êtres humains;

c) La Commission devrait inclure la prévention de la traite des êtres humains (et ses aspects particuliers visant à réduire la vulnérabilité) dans une stratégie clef de programmation de l'équité des sexes. La stratégie de prévention du trafic qui consiste à éduquer les filles et à fournir un emploi approprié aux femmes ne se limite pas à prévenir la traite des êtres humains; elle s'étend à beaucoup d'objectifs louables recherchés depuis longtemps dans le domaine des droits de l'homme comme l'éducation, la réduction de la violence contre les femmes, le renforcement de leur indépendance financière et la lutte contre les stéréotypes sexistes et la discrimination fondée sur le sexe.
